

# ACTES

## Atelier technique 4

Forme(s) urbaine(s) et  
agriculture(s) périurbaine(s)

Formes agraires de la ville territoire

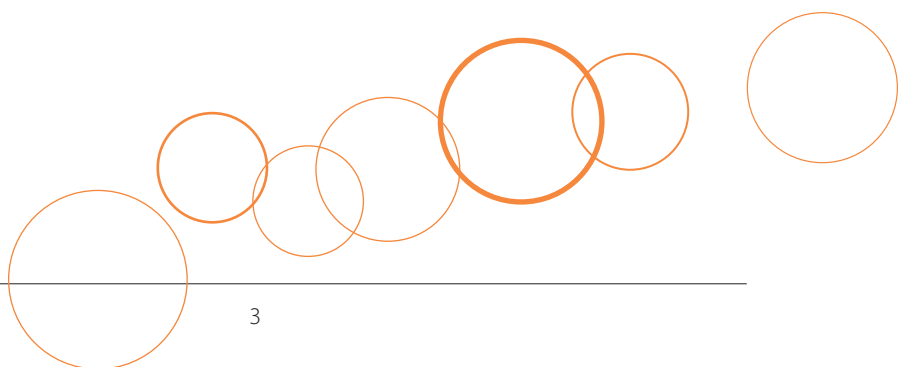
15 décembre 2009





## SOMMAIRE

Liste des participants .....	4
Ouverture de l'atelier .....	5
Séquence 1 : Formes urbaines et agricultures .....	6
Séquence 2 : De l'interface bâti/non bâti aux formes agraires de la ville territoire .....	12
Séquence 3 : L'agri urbanité .....	16
Conclusion de l'atelier .....	19



## LISTE DES PARTICIPANTS

ADAM Stéphane, FNPNR  
ALLEMAND Isabelle, FNSEA  
BAREIRO Sandrine, IAU  
BELLIOT Marcel, FNAU  
BESSERVE Laurence, Commune de Betton (35)  
BONNAND Maurice, Saint Etienne Métropole  
BONNEFOY Serge, Terres en Villes  
BONONI Jean Baptiste, Lille Métropole Communauté Urbaine  
CAUMET Stephan, CAUE Eure  
CHAPUIS Jean Yves, Rennes Métropole  
CHARMET Magali, Conseil Général 77  
CHARRE Saérah, IAU  
DARLEY Amélie, IAU  
DASSONVILLE Alain, Ingénieur général du GREF  
DE BIASI Laure, IAU  
DE GRAVELAINE Frédéric, Equipe Grümbach  
DESWARTES Daniel, CRA Ile de France et CESER  
DIANI Joëlle, Urba Lyon  
DONADIEU Pierre, ENSP  
DUGENY Francois, IAU  
DUVOUX Bernard, MAAAP  
FOUCHIER Vincent, IAU  
GAFFAR Chahoul, Certu  
GARIN Hervé, Chambre d'Agriculture du Rhône  
GERMAIN Noluen, Lille Métropole Communauté Urbaine  
GIRAULT Isabelle, AUDRAN  
GORGEU Yves, Mairie conseil  
GORRAND François, IAU  
JAROUSSEAU Emilie, IAU  
JULLIEN Bruno, AURAN  
LARUELLE Nicolas, IAU  
LAVERNE Thierry, Triangle vert  
LEQUINIOU Vincent, CDA 77  
LEVESQUE Robert, FNSAFER  
MARLY Jean, Ingénieur TPE  
MOLIN Côme, Terres en Villes  
MOULIN Gilles, Grenoble Alpes Métropole et ADAYG  
NOLORGUES Laurence, IAU  
PALISSE Jean-Pierre, IAU  
PASUT-MOYNE Marta, Chambre agriculture 44  
PICOT Xavier, CDA 30  
POIRIER Bernard, Rennes Métropole  
RODRIGUEZ Nicolas, AEV  
ROSENWALD Valérie, Terres de Liens  
ROUILLARD Alain, Club Ville Aménagement  
ROUSSIER Nicole, PUCA  
STACCHETTI Christel, Triangle Vert  
STEPHAN Jean-Marie, DRIAF  
THIBAUT Christian, IAU  
TRICAUD Pierre-Marie, IAU  
VARGAS Lilian, ADAYG  
VERDIER Pascal, Rennes métropole  
VIVIEN Jean-François, IAU  
WATKIN Yann, IAU  
ZUNINO Gwenaëlle, IAU

## OUVERTURE DE L'ATELIER

**Gilles Moulin, Vice-président de Grenoble Alpes Métropole, administrateur de Terres en Villes**, introduit la journée en remerciant l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU) de l'Ile de France pour son accueil. Il se félicite du partenariat avec l'IAU qui a été rendu possible par l'adhésion de la région Ile-de-France à Terres en Villes..

Il rappelle que cet atelier s'inscrit dans le projet AgriSCoT qui relève du chantier 2 de Terres en Villes « Protection et mise en valeur des espaces agricoles, forestiers et naturels périurbains ». Le chantier est articulé autour de deux axes :

- le **travail sur les SCoT** qui a abouti à la démarche AgriSCoT diffusée et enrichie aujourd'hui dans le cadre du projet financé par le réseau rural français.
- la gestion concertée des espaces agricoles, naturels et forestiers périurbains qui s'est traduite par **l'expérimentation sur les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)**.

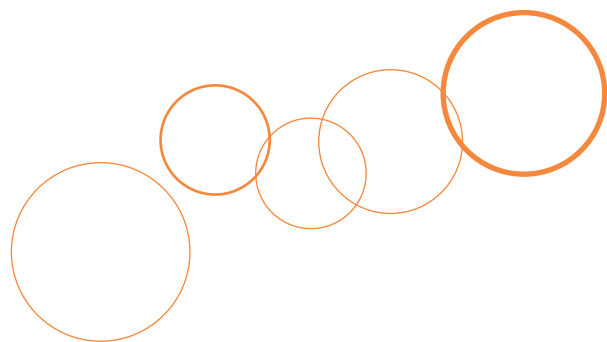
Ce troisième atelier du projet AgriSCoT est consacré aux relations entre formes urbaines et agriculture. Selon Gilles Moulin, c'est l'atelier le plus ambitieux et le plus prospectif : « *Il est important que Terres en Villes qui comprend actuellement 21 agglomérations, rassemble sur ce sujet les élus, la profession agricole et les urbanistes.* » Il souligne la volonté du réseau d'associer également les environnementalistes aux travaux. L'atelier a pour objectif l'échange et la mutualisation. Ces travaux doivent permettre de formaliser des outils d'aide à la décision et des préconisations, y compris politiques. Gilles Moulin qu'un prochain **point d'étape aura lieu en mai à Rennes** pour assurer notamment une plus grande lisibilité du projet.

Gilles Moulin présente le déroulement de l'atelier en trois temps consacré chacun à une **échelle d'étude** : échelle du grand territoire, échelle de l'agglomération (interface bâti/non-bâti), échelle de l'exploitation (agri urbanité). Après chaque présentation du cas référence, les grands témoins réagiront avant que le débat ne soit élargi à tous les participants.

**François Dugeny, Directeur de l'IAU Ile-de-France**, se félicite quant à lui d'avoir pris l'habitude d'accueillir Terres en Villes : « *Cela s'était déjà produit en 2006, ce qui avait permis une visite de la ceinture verte et des projets agriurbains d'Ile-de-France.* » Il se félicite du partenariat qui s'est concrétisé en 2008 par l'adhésion du Conseil Régional d'Ile-de-France à Terres en Villes et par la convention de partenariat signée entre la fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) et Terres en Villes. Il rappelle le grand intérêt de l'IAU pour la thématique de l'atelier qui fait écho aux grands thèmes du schéma directeur de la région Ile de France (SDRIF) et qui est présente dans les 10 grands projets du Grand Pari(s) : « *Cela concerne cœur de métier de l'IAU : les urbanistes ont toujours eu cette préoccupation de chercher à restreindre l'urbanisation.* » Il rappelle que la région Île de France est aux ¾ rurales : 50% agriculture, dont les meilleures terres de France, et 25% forêt : « *il y a donc un travail important à faire sur des thématiques à la fois urbaines et rurales. La fusion des corps des Ponts et chaussées, et du Génie rural, des eaux et forêts doit venir renforcer cette thématique.* »

Pour l'IAU, maître œuvre du SDRIF, cette thématique doit s'inscrire dans une prise en compte des problématiques du changement climatique, de l'accès à l'alimentation, du maintien de la biodiversité. Le Grenelle oblige à s'intéresser à la liaison entre ville et campagne : il faut inventer de nouvelles relations entre ville et campagne. Il s'agit alors de voir comment, à l'échelle d'une métropole de 12 millions d'habitants, il est possible de préserver ville et campagne.

En la matière, l'IAU travaille à la diffusion de bonnes pratiques en élaborant des guides pratiques pour intensifier l'urbanisation, pour mieux développer Bourg et Hameaux, pour concevoir des densités soutenues dans les urbanisations, pour prendre en compte les espaces agricoles, naturels et forestiers...



# SÉQUENCE 1 : FORMES URBAINES ET AGRICULTURES

**Serge Bonnefoy, Secrétaire technique de Terres en Villes**, introduit la première séquence.

Il précise que le choix d'approcher le thème à 3 échelles fait suite au travail mené antérieurement en faveur d'une meilleure prise en compte de l'agriculture dans les SCoT. Cette démarche AgriSCoT préconisée met en avant un certain nombre de valeurs (une figure territoriale claire et pédagogique qui structure le projet, la multifonctionnalité de l'agriculture, l'armature verte) et privilégie 3 entrées agricoles (espace agricole, activité agricole, type d'agriculture). Elle s'intéresse donc forcément à la question des formes urbaines et de leurs liens avec l'agriculture.

Il rappelle qu'il existe historiquement 2 approches de la prise en compte de l'agriculture périurbaine : la planification en Ile-de-France, l'approche projet local en Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble). C'est plus l'approche planificatrice qui a pris en compte la question de relation entre formes agricoles et formes urbaines : figure de la Ville territoire à Rennes, introduction des notions d'agriculture multifonctionnelle et de projet agriurbain par André Fleury et Pierre Donadieu de l'école nationale supérieure du paysage de Versailles, travaux du projet européen *Métropole Nature*.

Pour lui, « 3 grandes prospectives (nouvelles ruralités, ruralités périurbaines, Grand Paris...) mettent aujourd'hui débat la question du grand territoire et de l'inter territorialité. » Ces évolutions amènent donc à s'interroger sur l'aménagement du grand territoire.

## Présentation de Frédérique De Gravelaine «Paris – Rouen – Le Havre – Une métropole européenne, travaux de l'équipe Grümbach» :

**Frédérique de Gravelaine, Journaliste et écrivain, membre de l'équipe Grümbach**, présente les travaux menés par l'équipe (projet Seine Métropole) dans le cadre de la consultation sur la métropole du Grand Paris .

Elle rappelle le contexte de recherche : il s'agissait de faire un diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne. 10 équipes pluridisciplinaires se sont constituées et ont travaillé sur le sujet pendant 9 mois. L'équipe Grümbach était composée d'une agence d'architecture, de laboratoire de recherches, CNRS sur transport maritime, transport avec le bureau d'étude Cistra, bureau d'étude Maseaux paysagiste et géographe. Cela a permis un rassemblement de réflexion collectif qui n'avait pas eu lieu depuis les villes nouvelles. L'agriculture a été au centre du débat, au cœur de la réflexion dans l'urbanisme.

L'équipe Grümbach a été amenée à réfléchir sur 3 thèmes : **la grande échelle, l'identité géographique, l'idée de ville nature.**

- **La grande échelle**

Il s'agissait de penser la région capitale à l'échelle mondiale, donc de **penser commerce**. La relation au port est incontournable pour toute métropole puisque les enjeux maritimes sont essentiels.

Derrière cette préoccupation, transparait également l'idée de **métropole durable** : penser la question transport, énergie, déchet et eau. La grande échelle est ainsi justifiée et incontournable.

Elle présente l'idée de l'agence Maseaux pour lequel le développement durable d'une ville amène à réfléchir sur le cycle de son renouvellement. Il faut penser global pour diminuer les intrants et les extrants, penser la ville comme un métabolisme.

- **L'identités géographique et historique**

La théorie est que le fleuve fédère et lutte contre la perte d'identité. Un des principes adoptés par l'équipe consistait à retourner à la géographie. Dans Seine Métropole, **le système radioconcentrique ne tient plus**, il est nécessaire d'aller vers une recherche de multipolarité et d'affirmer le rapport à la nature

- **La ville nature**

Pour qu'une métropole soit durable, il est d'abord nécessaire qu'elle soit attirable, équitable, dense et verte, ce qui répond à un désir fort de chacun. Il faut alors dépasser une vision duale, la ville d'un côté et le reste de l'autre : il faut aller vers une approche écosystémique et porter une vision globale.

Du fait de l'urbanisation discontinue et multipolaire, **la ville territoire** a besoin d'être pensée à l'échelle de la ville réelle, celle de la vallée de la Seine pour donner une structure à la Seine.

Cette échelle nécessite de mettre en avant la solidarité en termes de politiques, en terme urbain, en termes de réflexions sur l'aménagement...Cela pose la question de la façon dont on peut greffer l'urbanisation sur l'existant ou sur le pavillonnaire. Il est difficile d'imaginer des greffes denses. Cependant,

tout le monde a conscience des limites de villes non dense.

Il est donc important d'avoir un **projet basé sur le paysage** : c'est une manière de trouver des réponses aux problèmes en permettant des alternances et des contrastes liés aux vallées, aux plateaux, aux talwegs. L'équipe a travaillé sur la **ville des proximités** en réfléchissant notamment à l'occupation des sols (urbanisation, terres agricoles, forêts...)

Il a été imaginé de faire le lien entre 3 parcs naturels régionaux par une gouvernance particulière pour définir une **région de grands parcs habités** et trouver une relation particulière entre nature et ville. En effet, la campagne est aujourd'hui dans la ville comme la ville est imbriquée dans la campagne. L'attractivité des territoires est liée à la campagne : 50 000 parisiens partent chaque année. Il est donc important de créer de **nouvelles formes urbaines** pour trouver un moyen **d'habiter la beauté**. Pour favoriser le fait d'habiter la beauté, d'autres thèmes ont été approchés : *être touriste dans sa propre ville*, penser la nature en ville à toutes les échelles : des îlots aux grandes échelles en pensant le système global (espaces publics, corridor, espaces ouverts...). Le développement agricole doit alors être intégré dans tous les PNR. Elle illustre ses propos avec l'exemple du talweg de Bolbec : il est nécessaire de mettre des villages en réseau via les transports publics, via la mise en relation des différentes activités, en définissant des espaces de transition et les lisières pour arriver à la protection et la mise en relation de l'agriculture.

Dans la réflexion sur Seine Métropole, la question des transports a été abordée pour avoir un tressage des mobilités : 3 types (eau, fer, route) et des 3 vitesses. L'important pour la gestion des transports à l'échelle de la ville territoire est de rendre privés les transports publics et publics les transports privés.

Frédérique de Gravelaine revient ensuite à l'agriculture pour s'interroger sur **la place de l'agriculture** dans la ville territoire. Il faut selon elle :

**1. Penser agriculture urbaine** : c'est ne pas penser que « c'est vide » car l'agriculture est vitale à travers ses différentes fonctions : nourricière, paysagère, d'équilibre écologique (GES), d'écologie circulaire (les déchets des uns est ressource pour les autres). Les villes redeviennent dépendantes de leur arrière-pays. Les enjeux sont de rendre les relations acceptables entre au moins 3 mondes (ville, agriculture, environnement), 3 mondes qui ont plutôt tendance à s'affronter.

**2. parler de campagne** plutôt que de nature car les citoyens pensent la nature comme vide.

Frédérique de Gravelaine cite Jean Viard pour qui l'agriculture devient une solution pour la ville.

Mais il est aussi important de penser que ce n'est pas seulement une agriculture de proximité : il faut produire en quantité importante. Michel Griffon parle d'agriculture écologiquement intensive.

**3. dire que agriculture urbaine existe déjà** : elle prend l'exemple de San Francisco dont 35% de l'approvisionnement alimentaire provient de l'espace des 100miles, (cf. les Locavores).

Actuellement, le fonctionnement des métropoles se fait hors sol. C'est vrai pour tout, y compris pour l'agriculture. Il y a notamment un manque de forêts qu'il faut reconstituer. Le projet a pensé au développement d'une foresterie dispersée dans les territoires agricoles et urbains. Cette forêt ne sert pas seulement pour l'ornement mais stockera aussi le carbone. En effet, il apparaît que la forêt est sous-exploitée et très mal connue (notamment sur la capacité de stockage des différentes espèces). D'autres pistes peuvent être évoquées, par exemple celle des plantes dépolluantes.

Frédérique De Gravelaine termine sa présentation en proposant quelques pistes de réflexion :

- **protéger** les espaces agricoles (« arrêter de se goinfrer »)
- comment gérer les enjeux fonciers : **déconnecter foncier et production**
- piste pour **améliorer la rentabilité** des cultures
- **développer les échanges** entre les citoyens et les agriculteurs : ex. thèmes culturels
- **concevoir des projets en cohérence** : partir du projet pour créer des gouvernances

Et elle conclut en soulignant la difficulté, dans un pays d'ingénieur, d'imaginer un projet dans un espace non-bâti, et la difficulté de sortir des logiques sectorielles.

## Ouverture de la table ronde :

Serge Bonnefoy présente les grands témoins :

- Maurice Bonnand : maire d'une commune résidentielle et industrielle, impliqué dans le SCoT de Saint-Etienne et administrateur de Terres en Villes
- Daniel Deswarte : président commission du CESR Ile de France, auteur d'un rapport clef de la réflexion sur l'agriculture périurbaine francilienne et administrateur de Terres en Villes
- Jean Marly : ingénieur travaux publics, animateur de l'opération SCoT témoin et spécialiste de la planification stratégique en France
- Alain Dassonville : GREF, initiateur de l'idée des périmètres de protection des espaces agricoles et forestiers périurbains (PAEN), président de l'association des jardins d'insertion

- Alain Rouillard : membre du club ville et aménagement, en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage de la consultation Urbanisme et Paysage du Val de Durance diligentée par la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Pour **Maurice Bonnand**, la présentation est passionnante. Elle percuté les problématiques de Saint-Etienne Métropole où, depuis 30 ans, l'urbanisme a été pensé comme une simple occupation du sol. Au regard des réflexions menées autour du SCoT de Saint-Etienne, de la mise en place d'un PAEN et de la définition des PLU, on voit les difficultés à faire se rencontrer les problématiques de la ville et de son développement avec celles de l'agriculture productive (nourricière pour la ville) et de l'écologie raisonnable. Il prend l'exemple de la ville de Saint-Etienne qui décide sans trop de concertation de proposer dans sa restauration scolaire 50% de produits biologiques dès maintenant et 100% d'ici 5 ans. On a à faire ici avec une vision urbaine de l'agriculture, qui peut avoir des répercussions dramatiques étant donné qu'actuellement seulement 2% de l'agriculture est biologique.

Il pose par ailleurs la question de **la gestion du foncier** et du lien avec la propriété foncière : quelle garantie pour les terrains agricoles ?

**Daniel Deswarte** est intéressé par cette réflexion autour du fleuve Seine. Il pose 3 questions/remarques :

- l'équipe a-t-elle pensé à la manière de gérer ce vaste territoire qui ne comprend certainement pas beaucoup d'intercommunalités, 2 parcs naturels régionaux ... ? quels sont les outils pour avoir une gestion globale et cohérente ?
- l'agriculture, même si elle est prise en compte, risque d'être très perturbée par ce projet : par le développement de la TGV, des routes... Quelle peut être l'adaptabilité de l'agriculture, surtout dans une situation économique très fragile : est-ce qu'elle pourra s'adapter, est-ce que les agriculteurs ont les moyens d'évoluer ? Il pose d'ailleurs la question de renouvellement des agriculteurs.
- est-ce que l'équipe a pensé à la manière de passer d'une conception intellectuelle à une application concrète ?

**Alain Rouillard** réagit en se réjouissant qu'enfin il y ait une **prise de conscience** de la part d'un certain nombre de personnes que l'espace rural n'est pas ville. Il prend l'exemple d'Aubagne où l'agriculture arrive presque dans la ville et où elle est préservée. Tant qu'il n'y aura pas de prise de conscience de l'importance de la ville et du territoire, on ne peut pas avancer.

Il rappelle un travail mené sur la Plaine de France (2 fois la superficie de Paris) où il y a la volonté d'organiser le territoire dans un sens socio urbain alors que l'on avance sur les parties les plus fertiles. L'agriculture peut jouer un rôle très important, il faut travailler sur l'effet de lisière. Cette réflexion est élargie au secteur du Nord Val d'Oise.

Enfin, il évoque le travail sur la vallée de la Durance avec des enjeux locaux, nationaux et internationaux. Dans ce travail est abordée une réflexion sur l'effet vallée : qu'est-ce que cela fait d'avoir un linéaire constituant un élément structurant ? La réflexion est articulée à la mise en place du projet ITER. La consultation Urbanisme Paysage a retenu 3 équipes internationales retenues. L'agriculture représente des enjeux forts parce qu'elle est un élément constitutif du paysage, qu'elle est diversifiée et que la question de l'eau est fondamentale.

Sur la présentation, il pose la question du passage à la phase active : gouvernance mais aussi mobilisation des acteurs. Il interroge également sur la communication dans le projet car il lui semble fondamental que tous les acteurs se mobilisent autour d'enjeux communs (idée de projet processus)

Selon **Jean Marly**, il est important de ne pas sous-estimer la **dimension culturelle**, historique, géographique qui peut être mobilisatrice de tous. La dimension culturelle est un des moteurs pour repenser la planification : comment peut-on se reconnaître dans une histoire collective sans que cela nous soit imposé ?

Cela suppose de prendre en compte des temps longs, de revenir loin en arrière pour se projeter dans le futur. Un des éléments de la journée de Grenoble portait sur la façon dont on donne du sens au territoire. Il s'agit de penser global et systémique.

Par ailleurs, il affirme également qu'il est essentiel de rassembler les 3 mondes de l'urbanisme, de l'agronomie et de l'écologie.

Il fait cependant 2 observations :

- Le CERTU travaille actuellement sur la Charte de Leipzig, charte de la ville durable. Dans cette charte, il n'y a que la ville hors sol. Il se demande donc comment on peut travailler sur des choses aussi contradictoires.
- Il présente l'expérience en cours sur le sillon alpin où on a commencé à faire du collage et où on est à la recherche d'un thème commun. Cette démarche a du mal à décoller.



**Alain Dassonville** se réjouit de la présentation et des perspectives : la prise en compte de l'agriculture selon la vision de Jean Viard. Cependant, il précise que si l'agriculture est la solution, il faut s'en occuper très vite.

Il faut travailler sur la **question du foncier** : on peut imaginer le lien agriculture et ville... mais ce qu'on ne maîtrise pas, c'est les voies d'accès. Par ailleurs, il note que la présentation permet de dépasser la vision selon laquelle l'agriculteur est le gardien du paysage qui provoque la réticence du monde agricole.

Il précise que tout cela ne fonctionne que si on s'occupe du foncier et on mobilise des outils. Actuellement, il n'existe pas réellement d'outils : PAEN, ZAP restent des petits outils.

Il pose alors la question du bâti agricole et des permis de construire, des formes de fermage.

Réponses de **Frédérique de Gravelaine** :

- Elle précise que la question du foncier dépasse ses compétences mais que, ce qui est important est la diffusion de la prise de conscience car beaucoup ne sont pas aussi avertis des enjeux.
- Elle rappelle l'importance de ne pas avoir une vision technocratique
- Par rapport au changement de génération des agriculteurs, il est important de voir de qui et à qui parle-t-on. En effet, pour Jean Viard, c'est aussi au monde agricole de faire sa révolution.
- Concernant la mise en pratique de la présentation, elle précise que cela n'est pas un projet mais une recherche : c'est un moyen de rentrer dans le débat.
- Elle cite l'exemple de Nantes-Saint-Nazaire pour montrer que l'on s'inscrit dans une échelle de temps longue : il a fallu 20 ans de travail pour aboutir à un projet d'éco-métropole. La dimension culturelle y est d'ailleurs très importante, via la biennale notamment.
- Elle est convaincue que les projets culturels peuvent être porteurs. Pour ce faire, il faut aussi intégrer le monde de la culture.
- Enfin, le projet présenté peut bien entendu apporter une certaine fragilisation (ex. avec le TGV) qu'il faut traiter.

## Débats :

**Christian Peltier** pose la question de **l'éducation** : sur aspect culturel, on parle de communication mais pas d'éducation alors qu'on parle de changement de paradigme : quid de l'éducation pour les agriculteurs, les élus, les citoyens ?

**Nicole Roussier** pose la question des **termes** que l'on emploie : est-ce qu'on insiste sur le terme nature ou sur agriculture ? En parlant de nature, qui porte sur le paysage, les services environnementaux, les loisirs, on peut instrumentaliser l'agriculture. C'est différent si on parle d'agriculture. Par ailleurs elle trouve intéressant de distinguer agriculture de proximité et agriculture.

**Jean-Marie Stéphan** pose la question de la **durabilité de ce concept de ville fleuve** qui repose sur la nécessité d'avoir un port : il craint que l'on continue de développer les échanges mondiaux favorisant l'import de poulets brésiliens, soja... On risque ainsi de rendre ce projet anti-développement durable alors que l'on cherche à encourager l'agriculture vivrière.

**Bruno Jullien**, en reprenant l'exemple de Nantes-Saint-Nazaire, précise bien que ces projets renvoient à des temps longs alors que l'équipe Grumbach s'est rassemblée pendant seulement 9 mois. Il se demande s'il a été possible d'entrer en contact avec le monde agricole.

Réponses de **Frédérique de Gravelaine** :

- Elle reprend tout d'abord la dernière question en précisant qu'aucun contact n'a pu avoir lieu avec le monde agricole pour des raisons de temps et de moyens.
- Sur la question du port, elle précise que tout le monde n'est pas d'accord avec la nécessité de réduire les flux commerciaux, en précisant que ces flux ne renvoient pas seulement à l'agriculture. Il faut néanmoins rendre les flux intelligents. En revanche, pour elle, il est évident qu'il faut développer une agriculture vivrière. L'idée pour les flux commerciaux est de développer le transport fluvial qui est le plus durable.
- Elle est convaincue de la nécessité de travailler sur la question de l'éducation, notamment pour accompagner la révolution agricole, il faut donc travailler avec la profession. Elle précise d'ailleurs que certains projets politiques le font (ex. Aubagne).
- Enfin, sur les termes employés, elle souhaite que l'on dépasse la notion de nature pour aller vers une notion de campagne renvoyant moins à une vision idéalisée.

**Alain Rouillard** pose la question de « comment on fait et comment on avance ». Il rappelle l'exercice demandé dans le cadre du Grand Pari(s) : essayer de produire une vision en montrant que les limites pouvaient être dépassées. La dimension va au-delà de la métropole pour penser relation avec le monde, pour laquelle le secteur maritime est stratégique.

Selon lui, quand on change de dimension, on devient effectivement pertinent. Mais cela pose des problèmes car on augmente les difficultés dont celles liées à la gouvernance du fait des diversités

économiques et culturelles. Comment fait-on alors pour mettre en relation, avoir entre vision unificatrice et convergence ? Comment fait-on pour ne pas rester que dans l'expérimentation ?

Il revient alors sur la consultation conduite faite en PACA selon une modalité de projet-processus (un processus qui avance). On démarque sur quelques idées (d'où importance d'équipes pluridisciplinaires), en se basant sur le territoire afin de ne pas avoir une vision hors-sol. On se base donc sur des actions a priori marginales et, derrière ces actions qui représentent des signaux faibles, il y a des acteurs qui peuvent créer des réseaux. On peut alors imaginer un système où il y a un lien entre projet et vision grande échelle pour acter ce qui avance. Cette démarche n'exclut pas la planification mais la planification est comme une traduction du projet d'ensemble. Bien évidemment, les grandes institutions sont parties prenantes du projet.

**Jean Marly** porte son attention sur la réalité du quotidien en matière d'urbanisation : plus de 80% des unités d'habitation se font hors des zones d'opération. Plus de 50% sont complètement diffuses.

**Frédérique de Gravelaine** répond que :

En matière culturelle, l'idée est de lier petit projet et grande échelle. Voir l'importance sur Nantes-Saint-Nazaire avec la Biennale car elle est devenue moteur de métropole.

La notion des signaux faibles est vraiment intéressante.

En matière dialogue entre apport conceptuel (parfait) et réalité, les difficultés sont réelles. L'idée est de donner du désir au débat.

Serge Bonnefoy propose de prendre une autre série de questions.

**Chahoul Gaffar** demande des précisions sur les autres projets et l'état de la réflexion en évoquant un projet portant sur la densification.

**Frédérique de Gravelaine** précise que c'est actuellement un projet très technocratique. Elle ajoute que le débat reste vif, il est porté notamment par la ville de Paris.

**Lilian Vargas**, en rappelant que l'importante concurrence territoriale, s'interroge sur les réactions du Havre, de Rouen et de l'Est Parisien au projet.

**Frédérique de Gravelaine** rappelle que le but de l'équipe était de trouver une complémentarité entre la métropole et le territoire. Le Nord a été d'ailleurs très intéressé. Concernant Le Havre et Rouen, les deux villes ont été très enthousiastes.

**Magali Charmet** du CG Seine-et-Marne réagit en posant la question de l'inter territorialité et précise que la majorité des produits de l'agriculture Seine-et-Marnaise est transformée à l'Est pour revenir sur métropole parisienne. Cependant, il y a actuellement disparition des établissements de transformation. Il est donc important de se préoccuper de l'Est.

**Laure de Biasi** se dit intéressée par l'idée du passage du vide au plein et de la vision de métabolisme. Cependant, elle a l'impression que l'on parle beaucoup d'espaces ouverts mais pas de fonctionnalité. Concernant la mobilité, on parle des différents modes, des éléments structurants...mais pas de l'adaptabilité des agriculteurs et des types d'espaces pour demain.

**François Huart** remarque que dans la présentation, on voit le développement de noyaux urbains aux dépens de l'agriculture. Il évoque un projet européen sur la Seine selon lequel elle est déjà surexploitée : les risques sont donc importants si l'on accroît la charge. Par ailleurs, concernant l'augmentation des forêts, cela se ferait vraisemblablement aux dépens de l'agriculture qui présente pourtant également un cycle carbone.

**Frédérique de Gravelaine** rappelle, tout d'abord, qu'il ne s'agit pas d'imaginer un développement urbain sur agriculture : il faut densifier, utiliser les friches, travailler sur des talwegs pour structurer l'étalement. Concernant la forêt, l'objectif est de mieux utiliser ce qui existe et de travailler sur la foresterie dispersée en milieux urbain et agricole.

## Synthèse de la matinée :

**Pascal Verdier** fait la synthèse en vue d'apporter une contribution à l'organisation de la journée de Rennes :

- Il souligne que le concept de **ville territoire est partagé** en Ile-de-France et en province : l'agriculture périurbaine fait partie de la ville (Rennes, Saint-Etienne...), on dépasse la vision de la ville comme un tout en soi.
- Il remarque que le vide devient un gros mot pour une partie des urbanistes.
- Il constate qu'on arrive à l'unanimité sur le projet parce qu'on a changé d'échelle avec la ville multipolaire et qu'avec les enjeux du développement durable, on arrive à avoir le même langage et les mêmes volontés : comme on **remet en cause l'élevage hors-sol, on remet en cause la ville hors-sol**. Il note la notion d'*être touriste chez soi*.
- Il relève la notion de **métabolisme** et de l'apport de la biologie pour la géographie et le politique.
- Pour le développement des circuits courts, il relève l'importance de l'agriculture de proximité dans

les débats : l'agriculture écologiquement intensive de Griffon, l'agriculture est la solution par Viard, il faut arrêter de « se goinfrer » (paysage et agriculture sont les monuments de la ville territoire) selon Michel Corajoud.

- Cependant, il note que derrière l'engouement, tout le monde mais tout le monde a dit « mais », relevant les doutes sur la gouvernance et l'inter territorialité qui restent difficiles.
- Quelques pistes ont été évoquées sur la communication et sur l'adhésion, notamment la question du liant culturel : la gouvernance n'est pas seulement une adhésion des techniciens mais une adhésion d'ensemble.
- Il note par ailleurs l'importance de s'intéresser aux agriculteurs, soulevée par Daniel Deswarte et Alain Dassonville, à leur adaptabilité et aux outils d'accompagnement. Pour que l'agriculture soit au coeur de la ville, il apparaît nécessaire de s'emparer des enjeux de la PAC.
- Pour le comment faire, il apparaît primordial de se baser sur des projets concrets, ce que Terres en Villes essaie de faire.

## SÉQUENCE 2 : DE L'INTERFACE BÂTI/NON BÂTI AUX FORMES AGRAIRES DE LA VILLE TERRITOIRE

**Bernard Poirier, Vice-Président de Rennes Métropole et Co-Président de Terres en Villes**, introduit la deuxième séquence de la journée sur l'interface bâti/non-bâti en présentant l'exemple des champs urbains de Rennes Métropole. La coexistence de ville et agriculture est parfois difficile, d'autant plus en élevage. Elle pose la question des limites franches et des interpénétrations à laquelle tente de répondre les champs urbains. Néanmoins, une étape supplémentaire sera franchie quand on aura **donné un projet co-construit à ces 17 champs urbains** : loisirs, productions...

Pour le moment, il s'agit de les limiter et protéger.

### Présentation de Joëlle Diani, « Les projets nature du Grand Lyon » :

**Joëlle Diani de l'Agence d'urbanisme de Lyon** présente les projets nature du Grand Lyon qui ont débuté en 1992 et tente de voir comment la ville réinvente la campagne, campagne comprenant nature et agriculture. Elle fait tout d'abord un rappel sur l'interprétation de la nature : en 1973, on parlait de coupure verte, maintenant, on parle de lien, de trame et d'armature verte. Cela renvoie à de nombreuses représentations.

Elle pose la problématique liée aux limites. Avec la notion de limite entre ville et campagne, elle remarque que l'on est dans le front contre la frondaison. Par rapport à l'inversion du regard, elle remarque que cela peut être le cas pour la peur : on avait peur de la campagne, on a peur de la ville.

En prenant l'exemple des remparts, elle montre que la **question de la limite**, renvoyant à celle de la peur, a **toujours existé** et précise que les remparts actuels sont les autoroutes.

Elle présente **l'histoire de la planification** de l'agglomération Lyonnaise pour introduire les projets nature. Le plan directeur d'urbanisme de 1962 prévoyait une ville fonctionnelle où, à chaque espace était attribuée sa fonction : cela renvoyait à une vision hygiéniste. La campagne avait un rôle aménageur : paysage, nourricier, récréatifs. On avait surtout à faire à une vision d'équipement.

Dans le projet Lyon 2010, la vision est beaucoup moins binaire. Alors que dans le zonage précédent, on a un zonage par fonction, dorénavant on intègre des espaces d'intérêt paysager pour la technopole : la nature sert du cadre de vie.

Après le SDAL et l'arrivée des verts avec Michel Noir, la nature arrive dans politique de planification. En 1992, la COURLY organise sa maîtrise d'ouvrage en mettant en place un service écologie par exemple. On passe alors à la notion d'écosystème et de réseau vert, on a un lien entre écologie, loisir, agriculture... Dans le SDAL 92, **le principe de trames vertes** a été voté à l'unanimité, ce qui a permis de rétro zoner les zones à urbaniser. Une fois la politique de trames vertes acceptée, il a fallu réfléchir aux outils de gestion : ce sont les **projets nature** qui ont été portés par le service écologie. Ces projets interviennent en même temps que la taxe sur les espaces naturels sensibles des conseils généraux, ce qui a permis de bénéficier de financements.

Elle présente les projets nature. Le premier projet a été celui du massif des Monts d'or, une zone de 6000 ha. C'est une zone patrimoniale : l'adhésion au projet a été plus facile. Les enjeux pour l'agriculture sont par ailleurs importants dans cette zone d'agro pastoralisme. Des conventions sont passées avec les agriculteurs pour financer l'entretien des friches.

Les projets nature ont alors été revendiqués par d'autres territoires, dont des sites céréaliers. Une douzaine de projets nature ont vu le jour sur l'agglomération lyonnaise. Ils sont de taille très variée (200 à 6000ha), de nature variée (hydraulique, nature et environnement, fleuve), ils présentent une diversité dans leur intégration à la ville, aux quartiers populaires ou non...

Les objectifs de ces projets sont de **gérer, restaurer, soutenir l'activité agricole, maintenir le territoire, promouvoir l'éducation** à l'environnement avec un partenariat avec les écoles. Aujourd'hui, les projets nature représentent 12 000 ha sur l'agglomération. Concernant la gestion, elle précise que le coût des projets nature n'est pas important. La gestion est assurée par des syndicats mixtes avec des financements provenant du Grand Lyon, des communes et du Conseil Général (partie ENS). L'animation n'est pas très importante et représente souvent ¼ temps.

Elle regrette que les projets s'essouffent car l'animation n'est pas suffisante alors que ces projets permettent de conserver la fonction première des espaces en faisant des aménagements légers.

Pour conclure, elle met en exergue le fait que **l'agriculture devient bien une nouvelle composante du tissu urbain**. Cependant, cela reste encore une agriculture rêvée et il faut s'intéresser aux attentes de chacun. Elle conclut par quelques interrogations:

- Les projets nature renvoient à la notion de **bien public** et de l'indemnisation des agriculteurs.

- Aujourd'hui, la question des **liaisons vertes** amène à s'intéresser à la mise en lien de la ville avec les grands espaces, en complément des projets nature.
- Par ailleurs, se pose la question de l'adaptation de ces espaces avec des codes plus urbains au niveau du paysage (exemple du Parc de la Deûle à Lille).
- Il apparaît aussi important de développer des projets liés à l'alimentation car la campagne est aussi nourricière.
- On voit, à travers ses projets nature, que les visions urbaines et rurales s'entremêlent, qu'il y a un changement du vécu, il y a un brouillage des espaces.
- Enfin, elle pose la question : comment cohabiter sans cloisonner.

Toutes ces questions montrent que les images sont en train de changer mais aussi qu'il y a des limites dans cette ville rêvée. Ce n'est pas si simple que cela. La cohabitation n'est pas facile, notamment parce que les agriculteurs ont des contraintes. Dans la réflexion sur les PENAP, la question de la cohabitation fait l'objet d'un travail important. Elle rappelle l'importance de marquer les espaces agricoles pour qu'ils soient reconnus comme espaces paysagers, ce qui amène à travailler sur les **questions de formes des lisières**.

### Ouverture de la table ronde :

Serge Bonnefoy introduit les grands témoins :

- Bruno Jullien directeur de la stratégie des territoires de l'agence d'urbanisme de la région nantaise (AURAN)
- Jean-Yves Chapuis, vice-président de Rennes Métropole en charge des formes urbaines, architecte urbaniste
- Thierry Laverne, paysagiste, élu et président de l'association du Triangle Vert
- Hervé Garin, exploitant agricole de l'agglomération de Lyon, impliqué dans le projet nature des Grandes Terres, administrateur de Terres en Villes, copilote du Chantier 2
- Christian Thibault, directeur du service environnement de l'IAU d'Ile-de-France

**Hervé Garin** présente l'expérience du projet nature des Grandes Terres créé il y a 15 ans avec très peu de personnes. Ce projet en zone céréalière a été abordé sous l'angle agricole et a commencé suite au remembrement lié à boulevard urbain sud. Cela renvoie bien à la question du rempart.

Le projet a été lancé par les professionnels qui ont mis en place des actions d'entretien (ex. haies, bandes enherbées...). L'animation du Grand Lyon et de la Chambre agriculture a permis de pérenniser le projet. Il souligne l'importance de la volonté des élus et de l'animateur pour permettre la poursuite du projet. Il note les difficultés à convaincre des exploitants plus ruraux.

**Bruno Jullien** revient sur la mise en perspective et le besoin de **temps** : pour ces politiques, il faut du temps alors que souvent on demande d'aller vite. L'agglomération construit son projet sur tous les espaces et non plus seulement sur les espaces urbains. L'armature verte se construit par une somme de projets.

Sur la question des limites, il relève le **besoin de créer et d'organiser des espaces de frottement** : espace de promenade et de parcs. A Nantes, il a été proposé de créer des forêts urbaines car pour pérenniser les espaces, il faut faire de la densité tout en assurant des espaces de respiration. Les limites de bâti/non-bâti sont importantes. Il se demande, par rapport aux projets nature du Grand Lyon, s'il n'y a pas un risque d'avoir un espace agricole à 2 vitesses.

**Jean-Yves Chapuis** se place en opposition avec la démarche: il ne faut pas le **projet nature d'un côté et le projet urbain de l'autre**. Tout est dans le projet urbain, l'agriculture doit s'intégrer dedans : le monde agricole a un rôle à jouer. Les structures végétales comme les transports en commun sont essentiels dans la mise en œuvre du projet urbain. La notion de peur de la ville est dangereuse, le discours consistant à protéger contre la ville peut amener à des dérives importantes.

A Rennes, le SCoT joue en quelque sorte le rôle de PLU intercommunal. Le poids de l'agriculture renvoie à la question de la santé. Il faut partir de caractéristiques socioprofessionnelles du territoire pour construire le projet urbain.

**Thierry Laverne** remarque que derrière les différences de points de vue se pose la question du temps. Il prend l'exemple du Triangle Vert : au départ, on aime trop la ville mais l'indigence de la ville est patente. Il y a urgence de réhabiliter la campagne pour faire « monter la ville » : réhabiliter pour qu'on se sente bien. Le projet est lié à prise de conscience des urbains : ce qui menace le territoire, c'est la ville et non la campagne. Ainsi cela a conduit à constituer l'association pour que les espaces de campagne soient reconnus.

Maintenant, on passe de la notion d'agriculture périurbaine à celle d'agriculture urbaine : elle est au cœur du projet de la ville. Les notions et projets évoluent donc. Il précise qu'il n'est pas nécessaire d'être d'accord sur tout mais de s'inscrire dans une responsabilité collective qui ne peut pas avoir lieu sans responsabilité individuelle, d'où la question d'être « consommateur » du projet.

**Christian Thibault** retient l'idée de brouillage des espaces qui ne facilite pas la protection des espaces. Il relève par ailleurs des ambiguïtés en prenant l'exemple des continuités écologiques du schéma directeur qui vont jusqu'au cœur de la ville, ce qui suppose, pour certains, qu'on peut avoir des continuités urbaines dans la campagne.

Il remarque par ailleurs que beaucoup de projets se font encore indépendamment les uns des autres.

Il revient sur le terme de campagne qui est séduisant car il comprend agriculture et nature. Mais il relève que, dans la ville, on parle plus volontiers d'espaces verts. Dans le SDRIF, ont été introduits des espaces de nature potentielle : ce sont vraisemblablement des espaces verts mais la volonté est de montrer que cela peut être également des espaces agricoles.

Il revient sur les trames vertes et bleues qui peuvent faire peur car présentées sous l'angle de la biodiversité : il faut faire des trames vertes et bleues multifonctionnelles dans laquelle l'agriculture a un rôle.

Enfin, sur la notion de front urbain, c'est un sujet difficile car dans beaucoup de cas, il n'est pas fini (car mouvant). Il faut donc une vision à long terme avec un front qui n'est pas fixe, contrairement à la muraille. Le front ne peut donc pas être qu'un trait. Il faut adapter l'aménagement qui sera soit abrupt (cela fonctionne ou non mais ne dépend pas de la forme urbaine), soit sur le modèle parisien présentant plusieurs couronnes. La question du front reste à réinventer.

## Ouverture des débats :

**Bernard Poirier** remarque que les cartes sont trompeuses : elles font croire que les 2 fronts sont égaux alors que la ville est « plus nombreuse » que les agriculteurs. Par ailleurs concernant le paysage, la question d'échelle intervient : ce qui est beau, ce sont les grands paysages.

**Maurice Bonnand** rappelle que **la part de l'histoire** est essentielle : ce qui a été fait il y a 15 ans, intervient dans les débats. Les projets nature sont une sorte de pare-feu à l'urbanisation. A Rennes, il y a moins d'histoire.

**Christel Stacchetti** trouve dommage de laisser la question de la limite car c'est peut-être le lieu du projet. Dans la plupart des limites bâti/non-bâti, il ne se passe rien d'où la question : qu'est ce qu'on donne comme place à la limite dans le projet ? Il faut travailler sur les nouvelles formes à créer.

Pour **Jean-Yves Chapuis**, si l'on considère que la ville englobe aussi la campagne, elle comprend donc des parties bâties, non bâties, la limite est comprise dans le projet

**Thierry Lavergne** rappelle que le Grenelle amène un débat sur la nature dans la ville. Il est difficile car on ne s'est pas mis d'accord sur ce qu'est la nature et ce qu'est la ville. Sur la question de la limite, il note que la ville ne s'arrête pas à la limite mais va continuer. Il évoque ensuite l'exemple du plateau de Saclay qui est toujours considéré comme un vide. Il sera donc intéressant de voir comment le cluster par la mise en relation avec la ville va réussir à avoir une relation entre ville et campagne. Selon lui, il ne s'agit pas de parler de limite mais de relations.

**Bruno Jullien** relève une ambiguïté : il ne faut pas confondre continuité de la ville et continuité du bâti. Dans les limites de la ville : il y a d'une part vision de la ville, il y a d'autre part, les champs urbains qu'il faut pérenniser.

**Joëlle Diani** revient sur la question de l'enclavement. En parallèle des champs urbains, elle rappelle l'existence des PAEN et également de la possibilité de créer des capillarités via les corridors.

Elle revient sur le gros travail d'interprétation du paysage dans le parc de la Deûle. C'est intéressant mais le site est le site, on ne peut pas transposer. Il faut inventer à partir de son site. La part de l'agriculture dans la Deûle est plus faible. Mais la Parc de la Deûle a un projet.

**Serge Bonnefoy** se demande si le parc de la Deûle n'est pas en quelque sorte l'arbre qui cache la forêt étant donné que la surface de la Deûle représente une faible part de la surface agricole de l'agglomération lilloise.

## Synthèse de la séquence 2 :

Lilian Vargas revient sur 4 mots clés :

- **Débat** : la question est loin d'être tranchée.
- **Changement** : on s'inscrit dans perspective historique. Il y a de vraies expériences et des espaces marqués par leur histoire. Il reprend l'évolution du Grand Lyon : d'abord on sacralise. Puis les limites ont commencé à bouger. Enfin les représentations ont bougé : maillage, interpénétration, ville écosystème. On passe du projet de la ville au projet d'agglomération. Avec le changement d'échelle, il y a changement d'interprétation.
- **Nature et ville rêvée** : poids des images et des représentations pour défendre chaque monde. Des clivages apparaissent, qui montrent le besoin de limites pour séparer les rêves des uns et des autres. Le clivage n'aime pas le brouillage et le flou.

- Dans le **flo**, se pose la question de cohabiter : dans les années 70, on habite chacun de son côté. Avec l'interpénétration, il s'agit d'habiter ensemble. On se retrouve avec une ville où on ne parle plus de limites mais de lisière sur laquelle doit s'organiser la rencontre.
- Le débat amène 2 réflexions : est-ce que ce ne sont pas **les mêmes personnes** qui portaient l'agriculture en 70 et qui portent aujourd'hui les projets des champs urbains ? comment peut-on organiser la **co-construction**, la ville qui porte la campagne, la campagne qui porte la ville ?

## SÉQUENCE 3 : L'AGRI URBANITÉ

Hervé Garin introduit la séquence 3 en posant la question de ce qu'est un agriculteur. Avec l'agriculture urbaine, on change d'**écosystème** : il faut intégrer l'urbain qui découvre un métier.

L'agriculture pose alors question et l'agriculteur doit répondre au défi de la ville (surface, production, qualité). La ville perçoit l'agriculture à travers ce qu'il y a dans son assiette alors qu'existent aussi les circuits longs et le système agroalimentaire. Les agriculteurs savent très mal communiquer, ce qui entraîne une mauvaise compréhension.

### Présentation de Laurence Besserve, « l'expérience d'une exploitation périurbaine » :

En introduction à sa présentation, **Laurence Besserve**, exploitante à Betton sur le territoire de Rennes Métropole et 1ère adjointe au maire, revient sur le débat de la séquence précédente et sur la notion de peur de la ville et de la campagne : selon elle, il faut arrêter d'opposer pour aller vers la coopération. Concernant la question de l'enseignement, elle précise que s'il y avait une matière à enseigner aux agriculteurs, ce devrait être l'urbanisme.

Elle présente tout d'abord son activité sur la commune de Betton qui compte 2000 ha de Surface Agricole Utilisée, un marché hebdomadaire, un magasin collectif et une AMAP. Cette commune se trouve en zone PPRI, avec de nombreux ruisseaux et comprend 32 exploitations. La commune est représentative de l'Ille-et-Vilaine avec une agriculture laitière majoritaire (2/3).

Elle commence son activité agricole en reprenant, avec son mari, l'exploitation familiale en production laitière. Ils travaillent beaucoup en CUMA ce qui facilite l'implication dans vie agricole locale. Elle prend également un engagement politique (agriculture et environnement) et a la confiance des agriculteurs qui savent qu'elle connaît le métier alors qu'elle est en poste pour défendre l'intérêt général.

Au cours de son second mandat, la commune décide de mettre en place un temps fort sur l'agriculture. L'objectif est de favoriser l'interconnaissance et de montrer ce qu'est l'agriculture à travers plusieurs événements :

- Fermes ouvertes
- Faire venir la culture, la pédagogie, le loisir à la campagne pour faire en sorte que agriculteurs, les enseignants et les élèves construisent des échanges
- Expositions, visites d'exploitation, bœuf musical, graffiti, cinéma, randonnées (avec historiens), spectacle, parcours artistique
- autres animations.

Si l'opération n'a pas réussi à convaincre tout le monde (pétition contre les odeurs), elle a favorisé les échanges. Elle revient sur cet enjeu d'autant plus que la relation via la vente directe ne date pas d'aujourd'hui mais elle avait été remise en cause dans les années 60 par les lois de modernisation agricole. Le lien entre ville et agriculture est primordial car les deux mondes peuvent en bénéficier : elle prend l'exemple du cocompostage de boue et de déchets vert, de l'entretien des haies, du soutien possible aux exploitants en temps de crise...

Elle rappelle **l'importance d'avoir des agriculteurs dans les conseils municipaux** pour faire comprendre et comprendre les enjeux de l'agriculture et des surfaces.

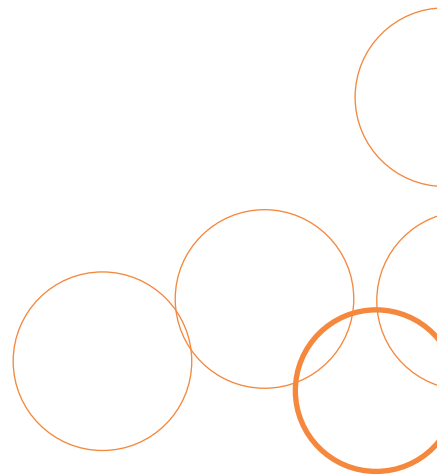
### Ouverture de la table ronde :

Serge Bonnefoy présente les grands témoins :

- Jean-Marie Stéphan, chargé de la mission de la DRIAAF Ile de France
- Valérie Rosenwald, Chargée de mission pour Terre de liens
- Jean-Baptiste Bononi, chef du service planification de Lille Métropole
- Gilles Moulin, vice-président de Grenoble Alpes Métropole

**Jean-Marie Stéphan** remercie **Laurence Besserve** d'avoir montré qu'il existe un agriculteur périurbain qui est ouvert sur l'urbain.

En Ile-de-France, les agriculteurs périurbains subissent des inconvénients (pression foncière, impact sur les coûts et impossibilité de s'agrandir, vol, coût de la main d'œuvre salarié) mais aussi des avantages (marché de consommateur pour circuits très courts et meilleure répartition de la valeur ajoutée). **Jean Marie Stéphan** rappelle qu'il a été envisagé en Ile-de-France d'instaurer une demande **d'indemnité compensatrice handicap périurbain** et demande à l'intervenante ce qu'elle en pense. Selon **Laurence Besserve**, le handicap périurbain n'est pas justifié le bilan n'est pas négatif. Il y a effectivement des inconvénients (les plus importants sont la pression foncière et la difficulté de trouver un bâti pour le salarié) mais elle retient surtout la proximité des services.





**Valérie Rosenwald** rappelle tout d'abord le rôle de Terre de liens : faire que la société civile s'implique sur son territoire par l'achat de terres. L'association mène aussi des actions de sensibilisation pour favoriser l'accès au foncier. Elle considère qu'il y a 2 représentations de l'agriculture : ceux qui sont dans la peur de l'urbain et ceux tournés vers urbain. Par rapport à l'accès au foncier, elle demande quel est le travail mené sur cette question par la commune et comment sont associés les agriculteurs et la société civile. **Jean-Baptiste Bononi** remarque que dans la présentation, on est encore dans l'inversion du regard.

Il demande si l'expérience conduite à favoriser l'engouement d'autres communes ou si cela a permis la mise en place d'actions réelles.

Laurence Besserve précise que l'expérience de Betton n'est pas la seule. Elle ajoute qu'il faudrait communiquer, se reprendre par la main pour refaire ce genre d'action.

Pour **Laurence Besserve**, ce n'est pas le rôle de l' élu communal que de répondre au besoin du foncier pour l'installation de nouveaux agriculteurs car il existe de nombreuses institutions dont c'est le rôle. Néanmoins, le rôle des élus peut être important dans la discussion et la mise en relation des différents acteurs.

**Jean-Baptiste Bononi** remarque que dans la présentation, on est encore dans l'inversion du regard.

Il demande si l'expérience conduite à favoriser l'engouement d'autres communes ou si cela a permis la mise en place d'actions réelles.

**Laurence Besserve** précise que l'expérience de Betton n'est pas la seule. Elle ajoute qu'il faudrait communiquer, se reprendre par la main pour refaire ce genre d'action.

**Gilles Moulin** réagit en prenant l'exemple d'agriculteurs de sa commune. Il y a 2 types d'agriculteurs : les exploitants traditionnels et ceux qui essaient d'appriivoiser « l'animal urbain » via la vente directe par exemple. Il met en avant le fait que cela est souvent bénéfique pour les exploitants. Il demande d'ailleurs à Laurence Besserve si l'expérience a été positive pour son activité et celle de ses collègues.

Pour **Laurence Besserve**, il est difficile de faire le bilan car cela a été ponctuel. Néanmoins, il est difficile de mettre en place des actions équivalentes sur les exploitations laitières.

### Ouverture des débats :

**Nicole Roussier** demande son point de vue sur les questions foncières en tant qu'agricultrice et élue : y a-t-il une contradiction entre sa volonté de défendre l'agriculture et le fait d'être élue ?

Selon **Laurence Besserve**, cette question se pose sur le devenir des longères : la location des bâtiments d'élevage est interdite dans PLU. Elle est persuadée qu'il faut maintenir une agriculture en ville, une agriculture de qualité. Pour ce faire, il faut maintenir suffisamment d'agriculteurs.

### Synthèse de la séquence 3 :

Marta Pasut-Moyne résume les débats de cette troisième séquence en quatre points :

- L'importance de l'ancrage local et l'importance de **l'implication des acteurs**, notamment des agriculteurs dans les conseils municipaux
- Créer le **lien entre agriculture et ville** revient à **montrer des facettes peu connues** pour faire tomber les limites.
- La **confiance** entre partenaires est nécessaire pour partager et aller vers un même but.
- Nécessité de **faire aller l'agriculture à la ville** : les agriculteurs ont tendance à rester entre eux.

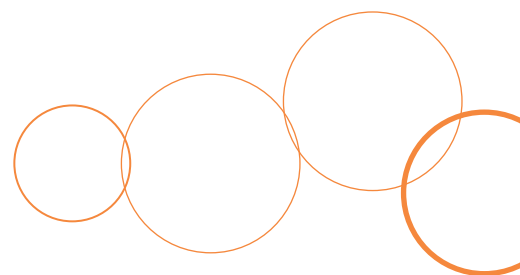


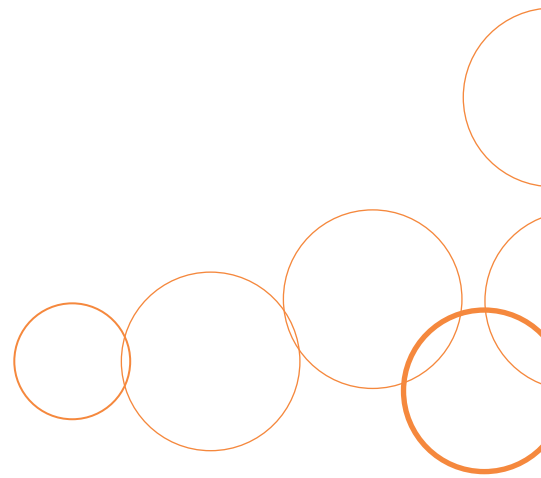
## CONCLUSION DE L'ATELIER

**Bernard Poirier** évoque tout d'abord le fait que, sur Rennes Métropole, il y a environ 7 communes identiques à celle de Betton avec des agriculteurs très présents.

Sur l'ensemble de la journée, il se félicite des débats (une caractéristique de Terres en Villes) qu'il faut continuer étant donné que personne n'a la vérité. Il donne rendez-vous pour la journée de Rennes en mai.

Enfin, **Christian Thibault** remercie chacun pour sa présence et note aussi l'intérêt des débats qui amènent à poursuivre la réflexion.





## TERRES EN VILLES

40, avenue Marcelin Berthelot - BP 2608

38036 Grenoble Cedex 02

tél. : 04 76 20 68 31

fax : 04 76 40 38 44

mail : [serge.bonnefoy@terresenvilles.org](mailto:serge.bonnefoy@terresenvilles.org)

[www.terresenvilles.org](http://www.terresenvilles.org)